BANKIER, David, *Die öffentliche Meinung im Hitler-Staat. Die »Endlösung« und die Deutschen. Eine Berichtigung*

Jean Solchany

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1542>

DOI : 10.4000/ifha.1542

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Jean Solchany, « BANKIER, David, *Die öffentliche Meinung im Hitler-Staat. Die »Endlösung« und die Deutschen. Eine Berichtigung* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 1997, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1542> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1542>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

BANKIER, David, *Die öffentliche Meinung im Hitler-Staat. Die »Endlösung« und die Deutschen. Eine Berichtigung*

Jean Solchany

- 1 Dans cet ouvrage, qui a d'abord été publié en langue anglaise en 1992 chez Blackwell Publishers mais qui a été complété lors de sa traduction allemande par une postface inédite, David Bankier, professeur à la Hebrew University de Jérusalem, offre une réflexion d'ensemble sur l'une des questions les plus épineuses soulevées par l'histoire du nazisme, ainsi qu'en témoigne encore la controverse suscitée par les analyses de Daniel Goldhagen: celle de l'état de l'opinion allemande et tout particulièrement de l'adhésion plus ou moins marquée de la population à la politique de persécution puis d'extermination mise en oeuvre par les autorités hitlériennes.
- 2 Avant de proposer une réponse, l'auteur évoque la grande diversité des sources à la disposition des historiens: des rapports de l'administration régionale à ceux de la Gestapo et du SD en passant par les analyses du parti nazi ou de la SOPADE, l'éventail des appréciations portées sur l'état de l'opinion est varié. Reste que les recoupements entre ces différents matériaux ne sont que rarement possibles; l'historien est souvent contraint de se fier à un seul type de document, dont le degré de fiabilité est souvent difficile à déterminer: nombre de fonctionnaires nazis sont en effet partagés entre le souci de délivrer une information aussi objective que possible sur le comportement de l'opinion et la volonté de ne pas déplaire à leurs supérieurs. En outre, les rapports des autorités sont souvent très imprécis sur l'état d'esprit des différentes catégories sociales dont les attitudes spécifiques ne sont pas toujours étudiées. Quant aux témoignages apportés a posteriori, notamment par les victimes des persécutions, ils ne constituent pas non plus une source totalement fiable.
- 3 Ces difficultés une fois évoquées, D.B. n'en formule pas moins des appréciations très précises. Il apparaît sans aucun doute que l'antisémitisme est un sentiment partagé par

la majorité des Allemands, qui considèrent que la législation d'exclusion mise en place par le régime est une bonne chose. L'opinion est cependant choquée par les violences antisémites, attribuées aux »durs« du parti nazi. En 1933, il n'est pas rare que de vives altercations éclatent entre la population et des membres du parti, notamment devant les devantures des magasins juifs touchés par la campagne de boycott organisée par le régime. Dans les milieux bourgeois, on se montre particulièrement réprobateur vis-à-vis de pratiques jugées brutales et moyenâgeuses. Si les lois de Nuremberg reçoivent l'assentiment de la plus grande partie de la population, c'est donc en partie parce que l'on attend d'elles la fin des exactions »incontrôlées« dont sont victimes les Juifs, et ce au profit d'un règlement »légal« de la »question juive«. La persécution légale reçoit ainsi l'assentiment de l'opinion et aucune voix ne s'élève contre l'exclusion professionnelle dont sont victimes les Juifs. Une partie de la population, notamment dans les milieux cultivés, manifeste cependant une certaine inquiétude, moins pour des raisons morales que dans la perspective de la préservation des intérêts économiques et commerciaux de l'Allemagne sur la scène internationale. Le basculement de la persécution à l'extermination témoigne également de l'ambivalence du comportement de la majorité de la population. Avec la montée des menaces qui pèsent sur la paix puis avec le déclenchement de la guerre, le sort des Juifs devient une préoccupation secondaire. Certes, le pogrom dit de la Nuit de cristal suscite une émotion considérable; certains s'inquiètent d'une radicalisation du régime qui menacerait les Églises ou les milieux conservateurs. Après le début de la guerre et surtout le déclenchement de la guerre contre l'URSS, les rumeurs sur le sort terrible réservé aux populations occupées et tout particulièrement aux Juifs circulent dans toute l'Allemagne: les atrocités commises en Pologne ou en Russie sont notamment rapportées par des soldats permissionnaires qui ont assisté aux massacres. Les témoignages de travailleurs forcés venus de l'Est (Ostarbeiter) confirment ces informations. Les tueries massives perpétrées dans les camps d'extermination n'échappent pas non plus à l'opinion. Déjà, lors de la mise en oeuvre du programme d'euthanasie, le bruit avait couru que le régime avait recours au gazage pour éliminer ses ennemis. Et à partir de 1942, les rumeurs sur la mort des Juifs gazés à l'Est se multiplient, même si la géographie des camps n'est pas connue dans le détail. Lorsque le crime de Katyn est révélé par les autorités allemandes, l'opinion établit immédiatement un parallèle avec les meurtres massifs commis par les Allemands à l'Est. Mais ces informations ne suscitent que rarement l'indignation. Elles ne retiennent le plus souvent l'attention que dans la perspective des représailles qui pourraient s'abattre sur l'Allemagne.

- 4 D.B. trace donc un portrait paradoxal des sentiments de l'opinion allemande vis-à-vis des Juifs et de la Shoah: si la propagande antisémite a rencontré un succès certain auprès de la population, jamais la »question juive« ne semble avoir été une préoccupation majeure pour la majorité des Allemands. A partir de 1941, la prise de distance vis-à-vis de l'endoctrinement pratiqué par le régime s'accroît. Cette distanciation résulterait moins d'un passage au premier plan des difficultés liées à une vie quotidienne de plus en plus problématique que d'un sentiment de coresponsabilité qui commence à s'affirmer et conduit à voir dans les bombardements alliés des manifestations de représailles contre les crimes commis contre les Juifs.

- 5 Jean SOLCHANY